



Assemblée générale

Distr. générale
6 décembre 2012
Français
Original : anglais

Soixante-septième session

Points 69 c) et 130 de l'ordre du jour

**Promotion et protection des droits de l'homme :
situations relatives aux droits de l'homme
et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux**

Budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013

Situation des droits de l'homme au Myanmar

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/C.3/67/L.49/Rev.1

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

I. Introduction

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné l'état, présenté par le Secrétaire général en application de l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, des incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/C.3/67/L.49/Rev.1 concernant la situation des droits de l'homme au Myanmar (A/C.5/67/14). Le Comité note que le mandat du Conseiller spécial du Secrétaire général pour le Myanmar émane de l'Assemblée générale, et que les crédits nécessaires correspondants sont indiqués dans le rapport du Secrétaire général sur les prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales, missions de bons offices et autres initiatives politiques autorisées par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité, afin de donner une vue d'ensemble des dépenses prévues pour toutes les missions politiques spéciales (voir A/67/346, par. 3).

2. Comme il est indiqué au paragraphe 2 de l'état, aux termes du paragraphe 21 du projet de résolution A/C.3/67/L.49/Rev.1, l'Assemblée générale prierait le Secrétaire général : a) de continuer à offrir ses bons offices et de poursuivre ses entretiens sur la situation des droits de l'homme, la transition vers la démocratie et le processus de réconciliation nationale avec le Gouvernement et le peuple du Myanmar, y compris toutes les parties prenantes, dont les groupes qui militent pour la démocratie et les droits de l'homme, et de fournir une assistance technique au



Gouvernement à cet égard; b) d'octroyer toute l'assistance nécessaire à son Conseiller spécial et au Rapporteur spécial pour leur permettre de s'acquitter de leur mandat pleinement, efficacement et de manière coordonnée; c) de lui rendre compte à sa soixante-huitième session, et de rendre compte également au Conseil des droits de l'homme, de la suite qui aura été donnée à la résolution.

3. Les activités prévues pour donner suite aux demandes formulées dans le projet de résolution sont décrites aux paragraphes 4 à 10 de l'état, tandis que les paragraphes 11 à 15 contiennent des informations sur le montant estimatif des ressources nécessaires à cette fin. Le Comité consultatif note que le Secrétaire général estime à 1 397 800 dollars (montant brut : 1 519 900 dollars) le montant net des ressources nécessaires pour poursuivre ses bons offices destinés à faciliter la réconciliation nationale et la démocratisation par l'entremise de son Conseiller spécial pour le Myanmar pour la période d'une année allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013. Le rapport du Secrétaire général sur les prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales, missions de bons offices et autres initiatives politiques autorisées par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité décrit plus en détail le coût des activités prévues (A/67/346/Add.1, par. 25 à 27).

4. Pour ce qui est de la demande formulée à la fin du paragraphe 21 b) du projet de résolution au sujet du Rapporteur spécial, le Comité consultatif note que les dépenses envisagées sont considérées comme ayant un caractère permanent. En conséquence, un montant estimatif de 73 600 dollars par an a été prévu pour l'exécution des activités du Rapporteur spécial au chapitre 24 (Droits de l'homme) du budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013, et il n'est pas demandé de ressources supplémentaires au titre de ce chapitre du budget.

5. **Le Comité consultatif recommande à la Cinquième Commission d'informer l'Assemblée générale que, si elle adopte le projet de résolution A/C.3/67/L.49/Rev.1, il faudra prévoir des ressources d'un montant net de 1 397 800 dollars (montant brut : 1 519 900 dollars) pour permettre au Secrétaire général de poursuivre ses bons offices au Myanmar pendant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013. Le Comité appelle l'attention de la Cinquième Commission sur le fait que ces dépenses seraient imputées sur le crédit de 2013 demandé pour les missions politiques spéciales au titre du chapitre 3 (Affaires politiques) du budget-programme de l'exercice 2012-2013, qui a déjà été soumis à l'Assemblée générale à sa session en cours (voir A/67/346/Add.1, par. 25 à 27), et que les observations et recommandations du Comité consultatif à ce sujet figurent dans son rapport sur la question (A/67/604).**